



**FRANCE STRATÉGIE**

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

# Webconférence : Inflation, reste à dépenser, territoires : où a-t-on les budgets les plus serrés ?

Pierre-Yves Cusset et Peggy Furic



## Restes à dépenser et territoires

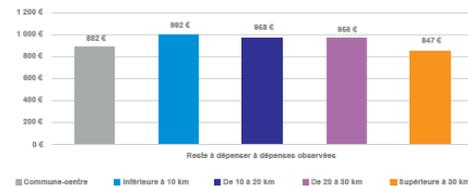
Dans quelle mesure le lieu de vie affecte-t-il le pouvoir d'achat des ménages ? Et dans quels territoires se trouvent les ménages les plus à l'aide financièrement et ceux où les budgets sont les plus serrés ? Pour répondre à ces questions, on construit un Indicateur de pouvoir d'achat, le « reste à dépenser », qui prend en compte à la fois les ressources des ménages, leurs besoins et le niveau des prix auxquels ils font face. On définit le reste à dépenser comme ce qu'il reste aux ménages une fois qu'ils ont payé aux dépenses d'alimentation, de transport et de logement. En effet, ces trois postes absorbent en moyenne plus de la moitié des ressources des ménages français, et nettement plus pour les ménages les plus pauvres.

Dans un premier temps, on neutralise l'effet ressources des ménages en raisonnant à partir de ménages types : où est-il financièrement le plus intéressant d'habiter pour un ménage de caractéristiques socioéconomiques données ? On montre qu'à revenu et à configuration familiale donnés, le lieu de vie influence peu le reste à dépenser. La région parisienne fait exception à cette règle, en raison d'un coût du logement très élevé.

Mais le niveau des ressources n'est pas le même d'un territoire à l'autre. Lorsqu'on en tient compte, le diagnostic est très différent. C'est en région parisienne que les restes à dépenser sont en moyenne les plus élevés, en raison de revenus nettement supérieurs et malgré le fait que s'y loger coûte beaucoup plus cher. En dehors de Paris, les niveaux moyens de reste à dépenser suivent les niveaux moyens de niveau de vie. Les ménages les plus pauvres en niveau de vie comme en termes de reste à dépenser se situent plus souvent au centre des agglomérations, ou, à l'inverse, dans les communes qui sont les plus éloignées des zones d'emploi (voir le graphique en courbe en cloche ci-dessous). Ces résultats restent valables lorsqu'on raisonne non à partir des dépenses observées, mais à partir d'une norme de dépenses qui ne dépend pas du revenu du ménage.

Le niveau de dépenses ne dit cependant pas tout. Lorsqu'on prend en considération le fait que dans les zones chères les ménages habitent des logements plus petits et/ou de moindre qualité, le diagnostic est bouleversé. En particulier, pour les locaux du parc privé, l'avantage des ménages parisiens disparaît totalement : s'ils ont en moyenne un reste à dépenser plus élevé qu'ailleurs, c'est donc à la fois parce que leurs revenus sont en moyenne supérieurs et parce qu'ils consentent à des sacrifices importants sur leurs conditions de logement.

**Reste à dépenser mensuel moyen par unité de consommation, en fonction de la distance au centre de la zone d'emploi**

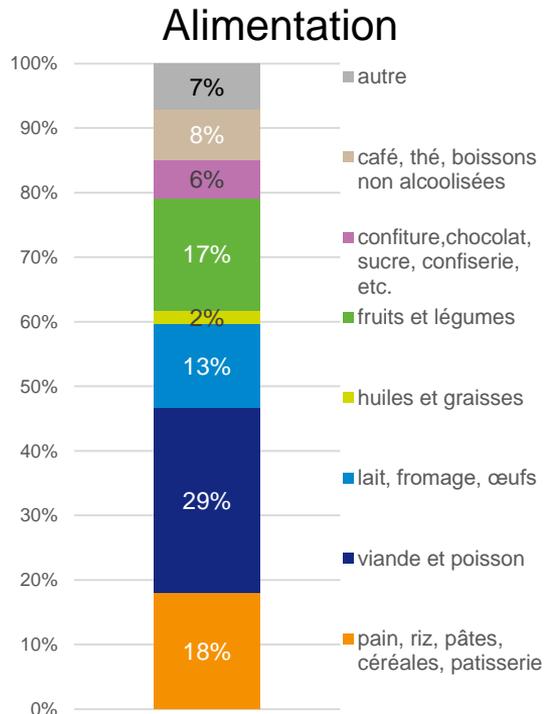


Source : enquête Budget de famille 2017, Insee.

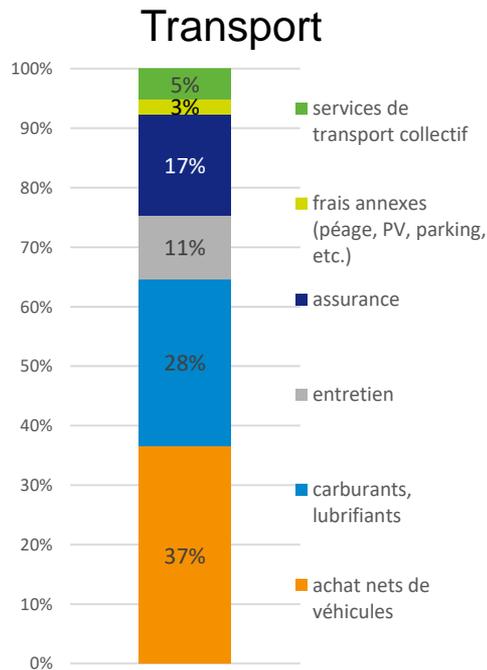
1. Les auteurs remercient Jean-Benoît Eyraud et Guillaume Chapelle pour la transmission de leur base de données sur les loyers, qui provient de l'article de Chantal G. et Eyraud J.-B. (2016), « Can big data increase our knowledge of the rental market? », PLoS ONE, n° 17(1), janvier, 21 p.

# 1. Reste à dépenser et territoires, la situation en 2017

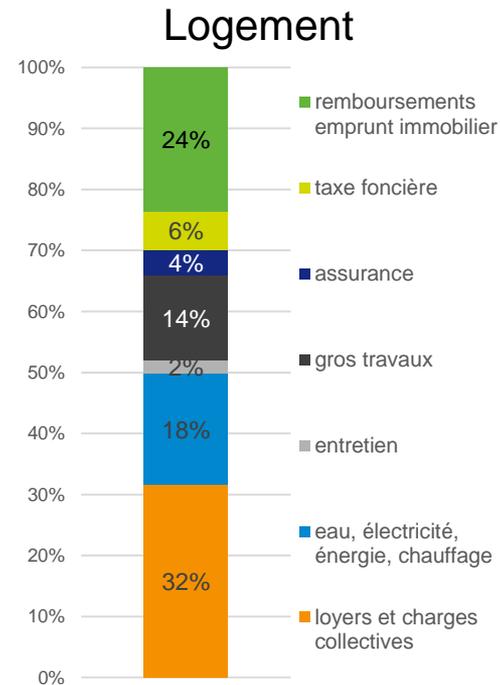
# Les trois postes de dépenses retenus et leur composition



Dépense moyenne en 2017 : **239 €**  
/mois et par unité de consommation



Dépense moyenne en 2017 : **210 €**  
/mois et par unité de consommation



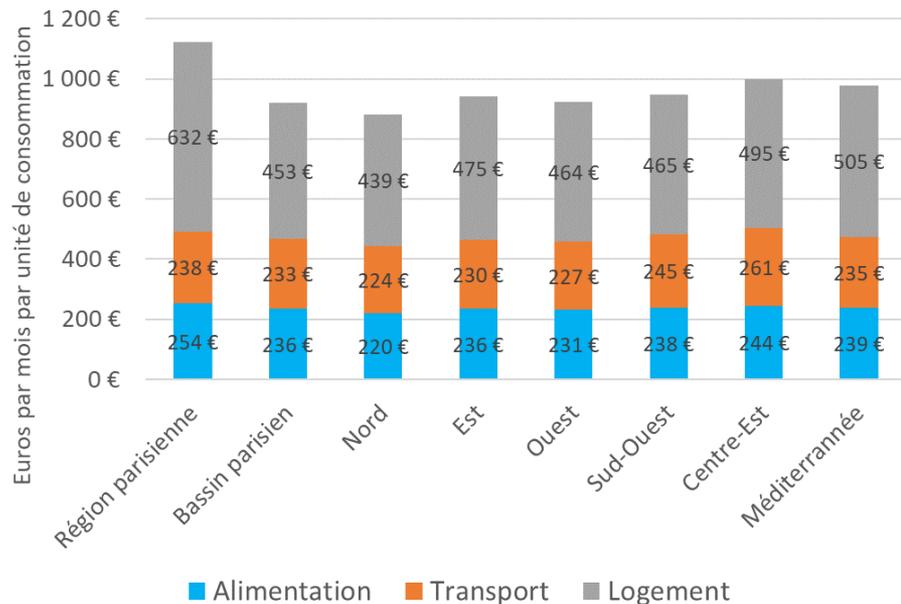
Dépense moyenne en 2017 : **502 €**  
/mois et par unité de consommation

Source : Insee, Budget de famille 2017

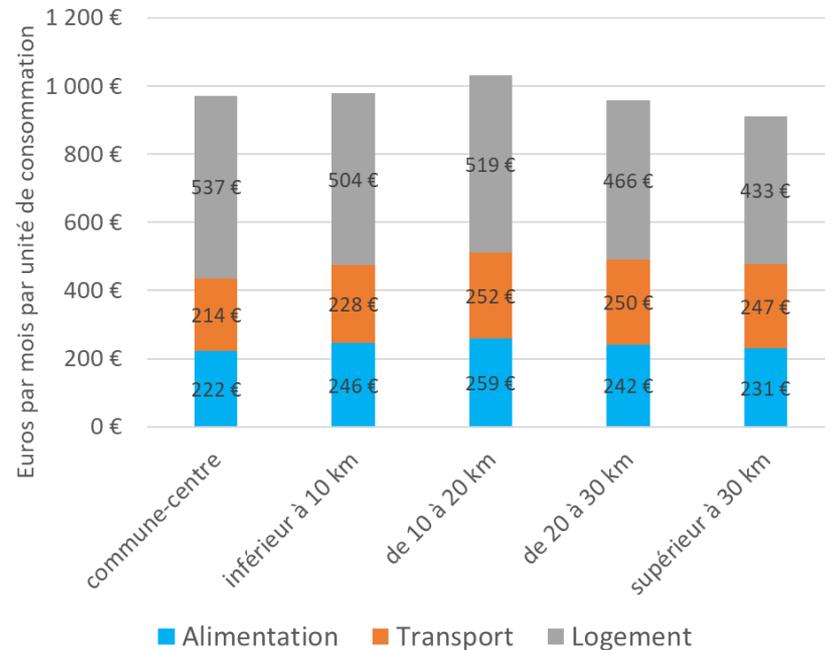


# Niveau de dépenses et lieu de vie

## Dépenses moyennes en fonction de la région (ZEAT)



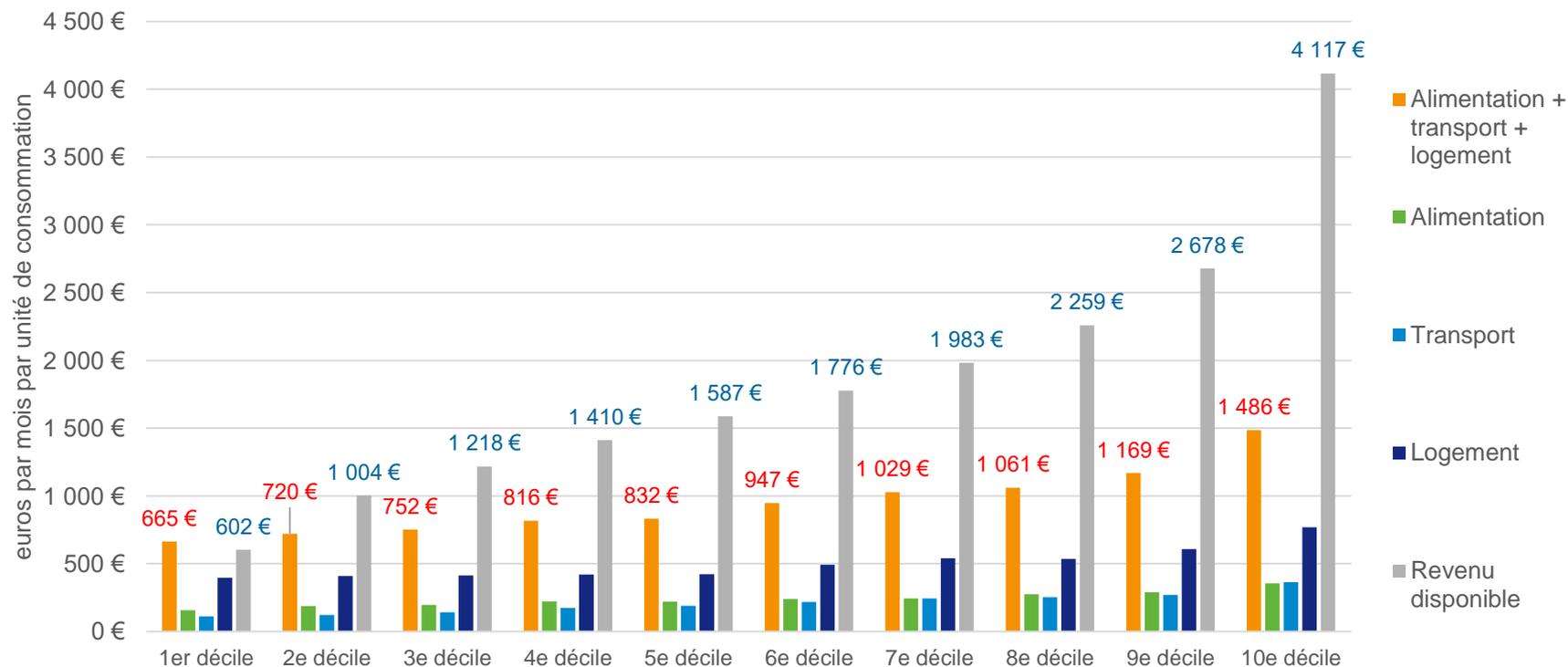
## Dépenses moyennes en fonction de la distance au centre de la zone d'emploi



Source : France Stratégie à partir de données Budget de famille 2017 (Insee)



# Dépenses et revenus en fonction du niveau de vie



Source : France Stratégie à partir de données Budget de famille 2017 (Insee)



# Reste à dépenser des ménages

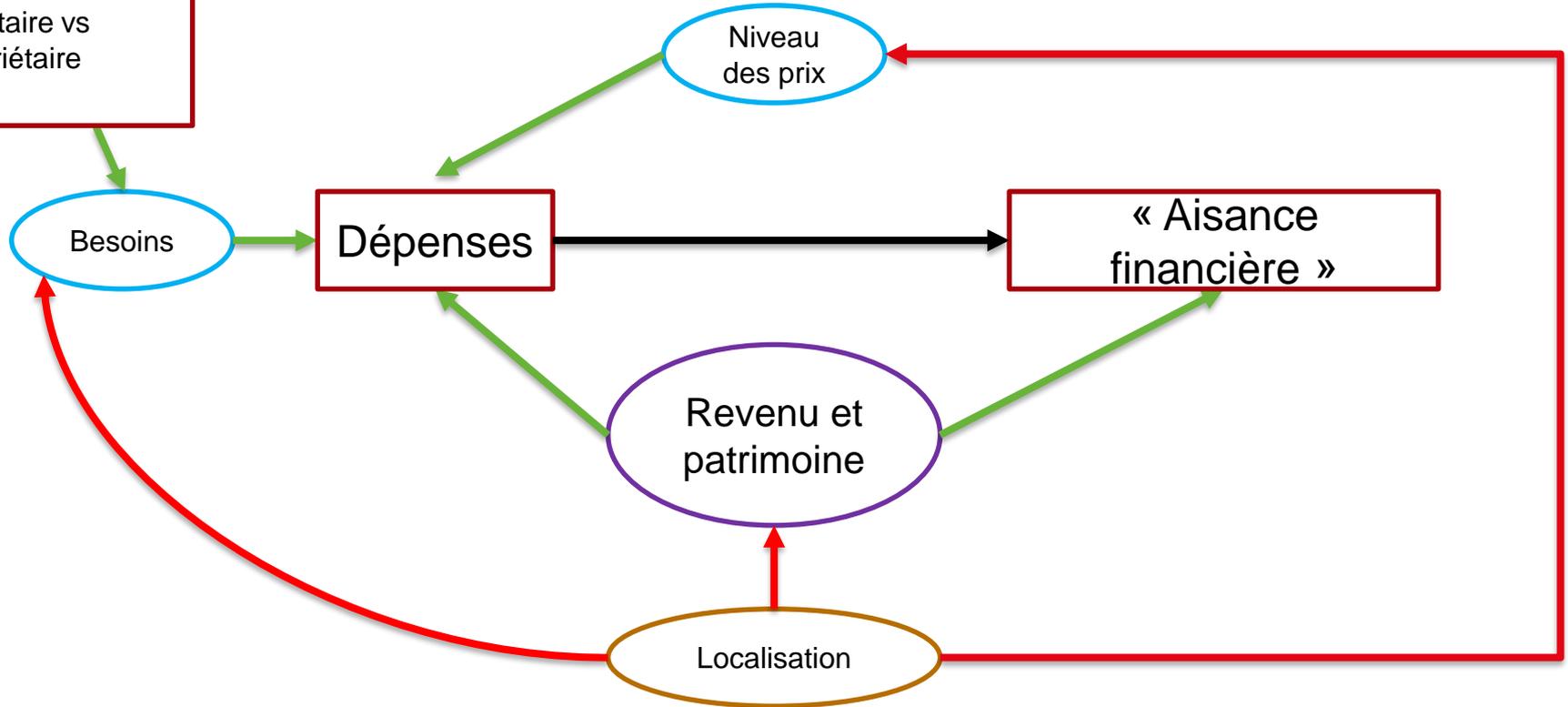
**Définition** : ce qu'il reste aux ménages après avoir fait face à leurs dépenses de logement + transport + alimentation

**Objectif** : proposer une approche de l'aisance financière qui ne se limite pas aux ressources mais intègre des différences locales de besoins et de prix



# Comment les différentes variables interagissent ?

Nombre d'enfants  
Nombre d'adultes  
Âge  
Locataire vs propriétaire  
...



## A) Neutralisons d'abord l'effet revenu sur les dépenses pour isoler l'effet territoire : raisonnement sur « pseudo » cas-types

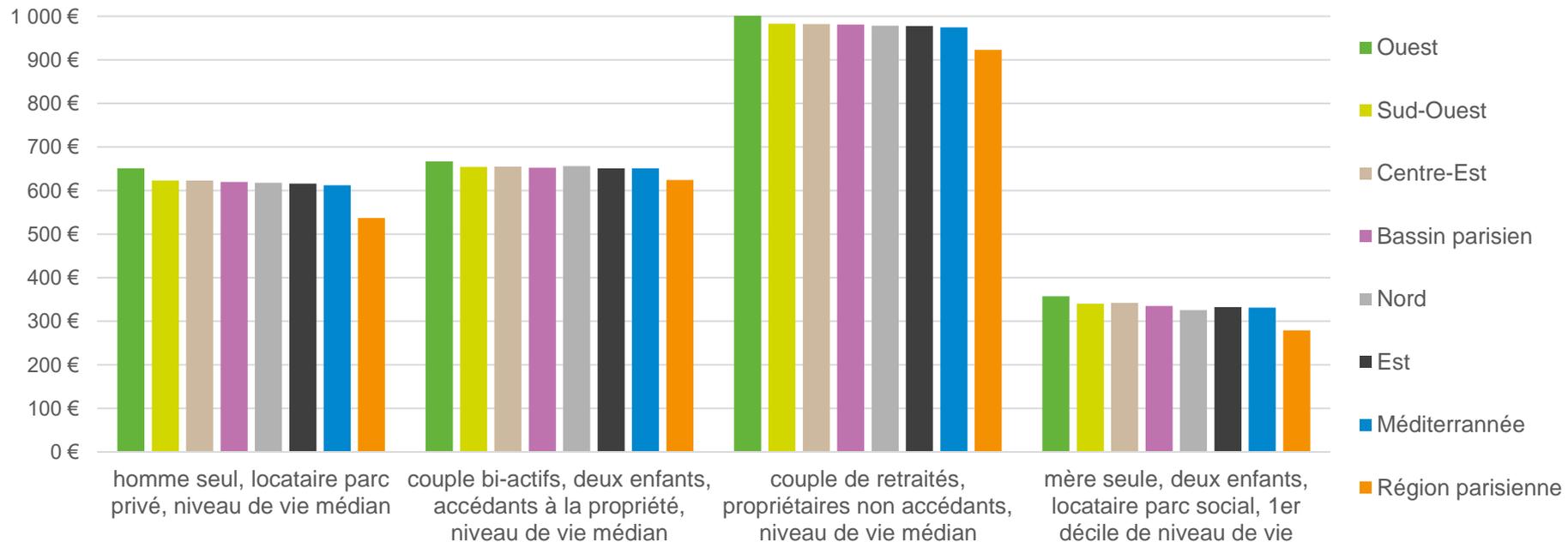
**Question** : pour un ménage de revenu, configuration familiale, âge, etc. donnés, où cela coûte-t-il le plus cher de vivre ?

**Pourquoi « pseudo » cas-type ?** Parce que les dépenses sont ici estimées à partir d'un modèle économétrique (pas assez de ménages d'un type donné pour faire des statistiques solides)

4 cas-types



## Reste à dépenser mensuel par unité de consommation selon la région (ZEAT) pour 4 ménages types

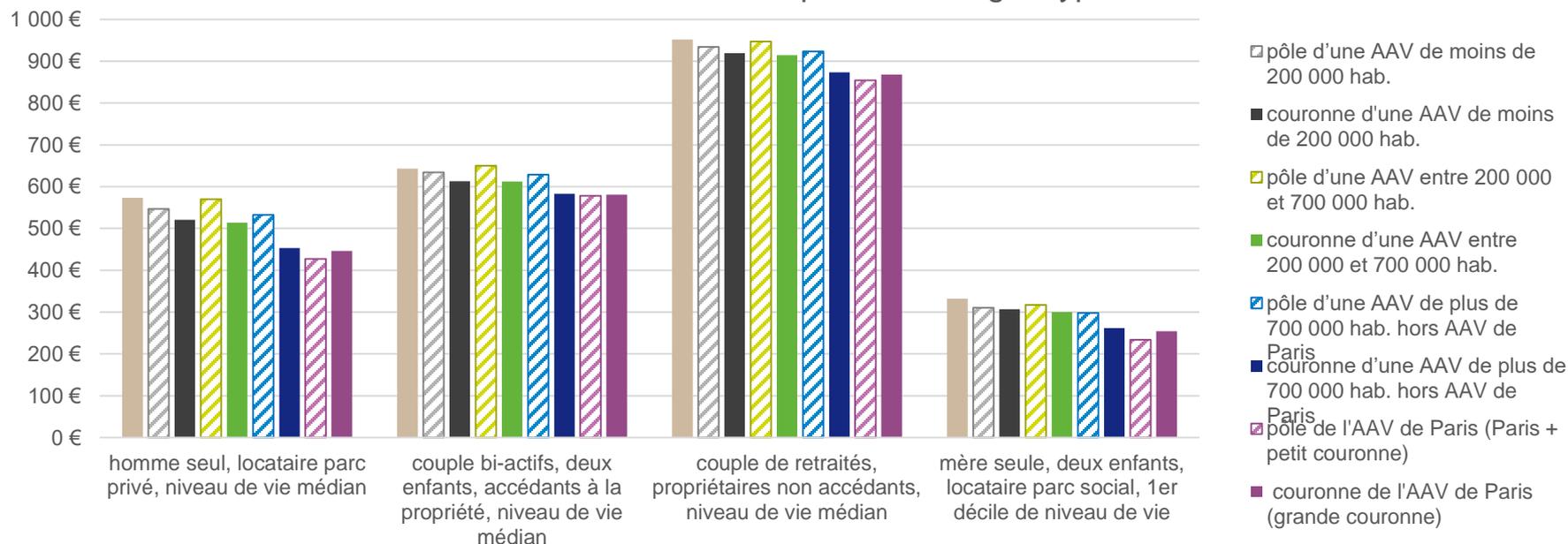


Source : France Stratégie à partir de données Budget de famille 2017 (Insee)

Pour un ménage donné, peu d'écart d'une région à l'autre, sauf région parisienne.



## Reste à dépenser mensuel par unité de consommation selon la taille de l'aire d'attraction des villes pour 4 ménages types

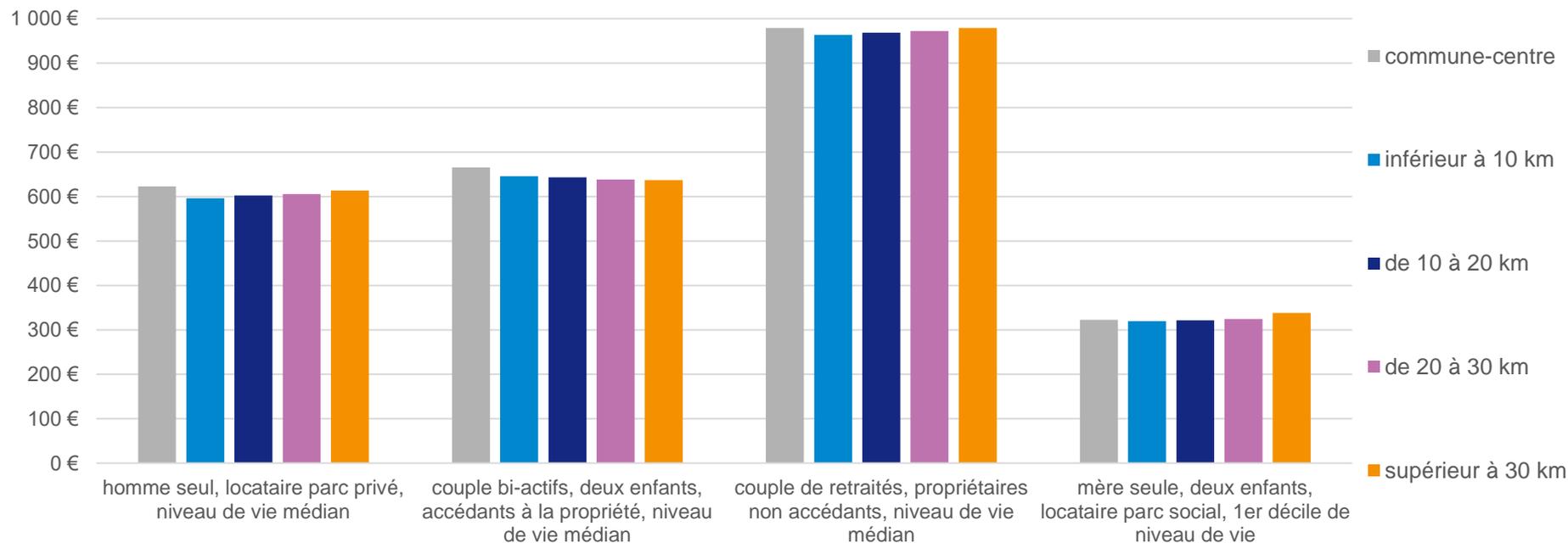


Source : France Stratégie à partir de données Budget de famille 2017 (Insee)

Pour un ménage donné, le reste à dépenser diminue quand la taille de l'aire urbaine augmente. Pour une taille donnée d'aire urbaine, il est plus faible en couronne que dans le pôle sauf dans l'aire de Paris



## Reste à dépenser mensuel par unité de consommation selon la distance au centre de la zone d'emploi pour 4 ménages types



Source : France Stratégie à partir de données Budget de famille 2017 (Insee)



B) Prenons à présent en compte le fait que l'on ne trouve pas le même type de ménages d'un territoire à l'autre (part des retraités, des riches, des pauvres, des familles, des célibataires...)

Deux versions du reste à dépenser :

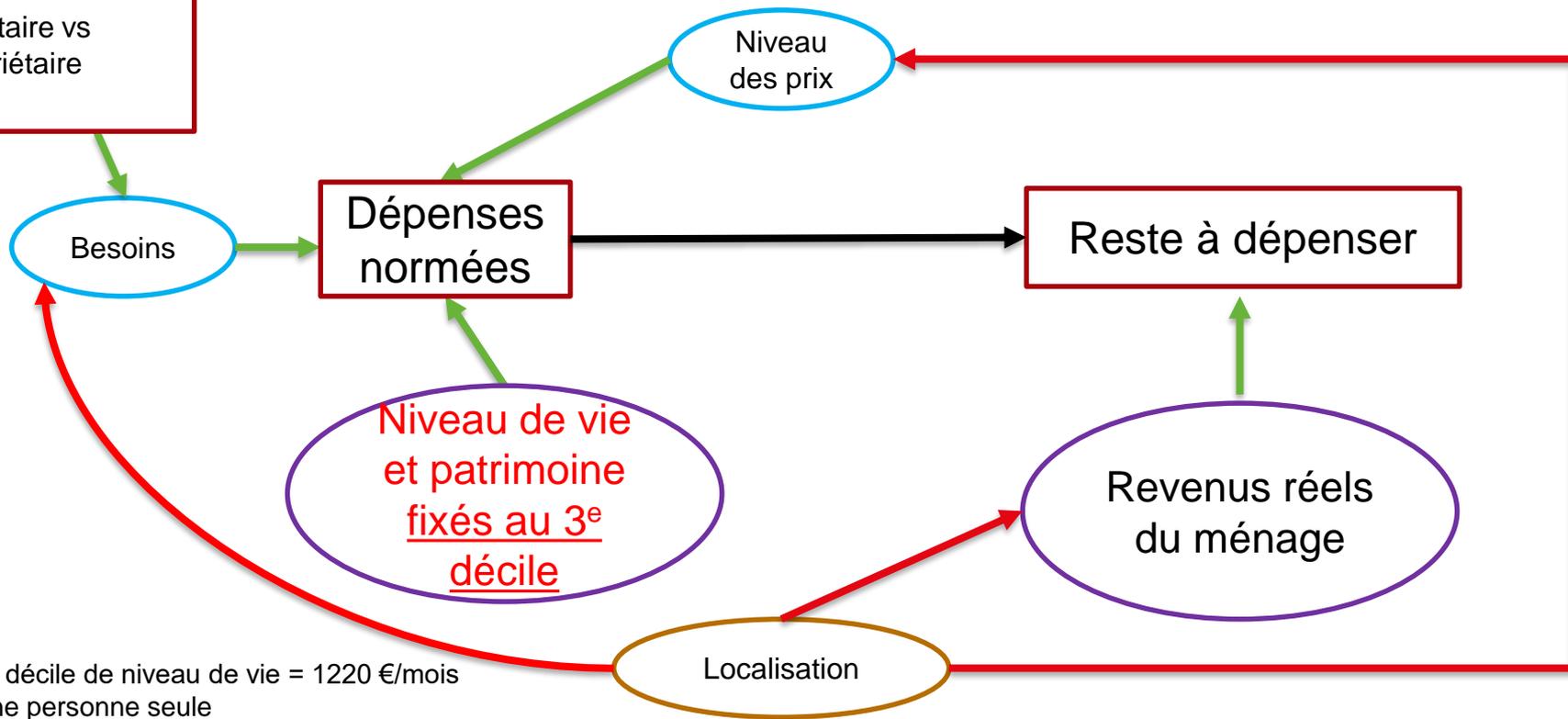
1. À dépenses observées
2. A dépenses normées : ce que dépenserait un ménage équivalent, de niveau de vie modeste (3<sup>e</sup> décile de niveau de vie et de patrimoine/UC).

Pourquoi le 3<sup>e</sup> décile ? C'est à partir du 3<sup>e</sup> décile de niveau de vie que les privations déclarées par les ménages deviennent faibles.



# Reste à dépenser à dépenses normées

Nombre d'enfants  
Nombre d'adultes  
Âge  
Locataire vs propriétaire  
...



NB : 3<sup>e</sup> décile de niveau de vie = 1220 €/mois pour une personne seule

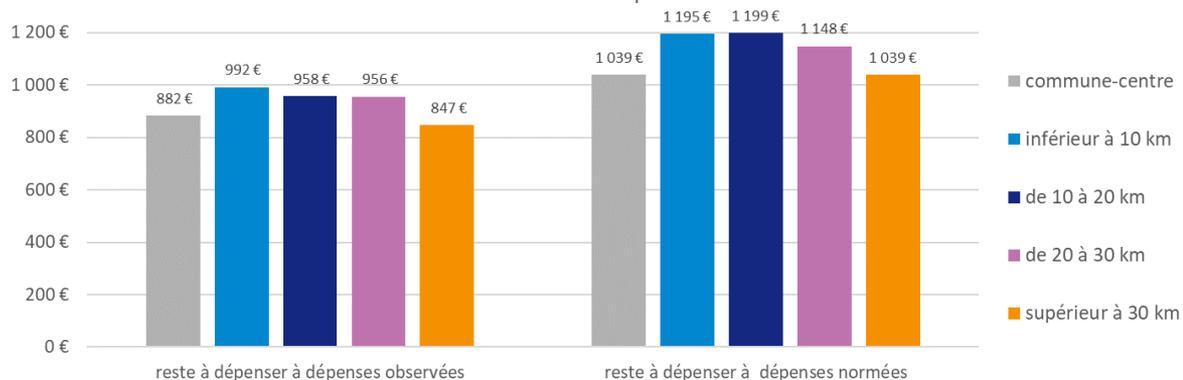


## Exemple

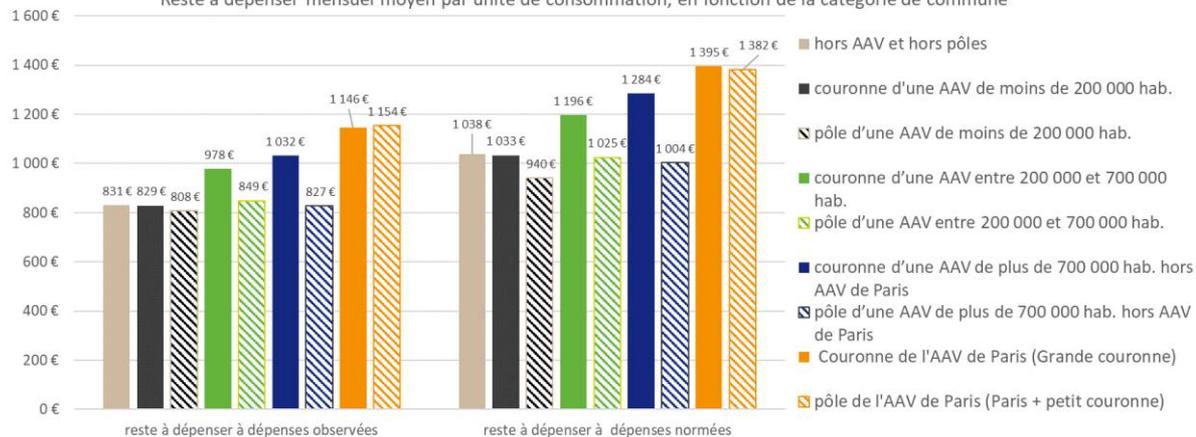
Exemple : couple de locataires, un enfant, habitant en région lyonnaise, avec des revenus annuels de 48 400 euros par an (environ 4000 € par mois), les plaçant au 7 <sup>e</sup> décile de niveau de vie			
Reste à dépenser à dépenses observées		Reste à dépenser à dépenses normées	
Revenus	48 400 €	Revenus	48 400 €
Dépenses observées de logement	15 680 €	Dépenses normées de logement	10 800 €
Dépenses observées de transport	5 250 €	Dépenses normées de transport	3 730 €
Dépenses observées d'alimentation	5 830 €	Dépenses normées d'alimentation	5 704 €
<b>Reste à dépenser</b>	<b>21 640 €</b>	<b>Reste à dépenser</b>	<b>28 166 €</b>
Reste à dépenser par mois	1 803 €	Reste à dépenser par mois	2 347 €
Reste à dépenser par mois et par unité de consommation	1 000 €	Reste à dépenser par mois et par unité de consommation	1 304 €



Reste à dépenser mensuel moyen par unité de consommation, en fonction de la distance au centre de la zone d'emploi



Reste à dépenser mensuel moyen par unité de consommation, en fonction de la catégorie de commune



## Les restes à dépenser les plus faibles :

- au centre ou au contraire loin des centres des zones d'emploi
- Dans les pôles des agglomérations, hors AAV de Paris, et dans le rural.

## Le fait de raisonner à dépenses normées accentue les écarts

Source : France Stratégie à partir de données Budget de famille 2017



## Conclusion sur le reste à dépenser

- Mouvement des Gilets jaunes : signe d'un besoin d'instruments spatialisés de redistribution ?
  - Aux prix de 2017 (un an avant le mouvement), pas plus cher pour un ménage de résider à la périphérie d'une zone d'emploi plutôt qu'en son centre :
    - dépenses de transport et de logement tendent à se compenser, sauf en région parisienne.
  - Mais, c'est dans les communes éloignées des zones d'emploi, comme dans leurs centres, qu'on trouve les ménages aux budgets les plus contraints.
    - Non en raison de coûts plus élevés,
    - mais parce que leurs ressources sont plus faibles.



## 2. Hausse des prix 2017-2022 : quels sont les ménages les plus touchés ?

### Alimentation, logement, transport : sur qui l'inflation pèse-t-elle le plus ?

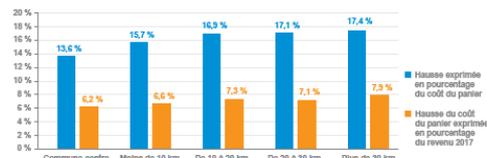
Les coûts du logement, du transport et de l'alimentation ont connu une hausse importante ces cinq dernières années, particulièrement en 2021-2022. Les hausses les plus spectaculaires concernent les énergies fossiles, avec une inflation qui a atteint 140 % pour le fioul. Certains produits ou services ont en revanche été relativement épargnés par la hausse des prix, comme les loyers.

Pour un ménage, l'impact de l'inflation sur la période dépend donc fondamentalement du poids des différents biens et services dans son budget. À la suite d'une note<sup>1</sup> qui portait sur des données datant de 2017, on se propose ici d'évaluer la hausse du prix du panier alimentation, logement et transport, à volume de consommation inchangé depuis 2017. On ignore donc volontairement le fait que, face à une élévation du prix d'un bien, les ménages ont tendance, quand ils le peuvent, à réduire leur volume d'achat pour ce bien.

La hausse du prix du panier est un peu plus importante pour les classes moyennes que pour les autres ménages et croît fortement avec l'âge. Mais si l'on rapporte cette hausse au revenu des ménages (à son niveau de 2017), ses conséquences sont nettement plus fortes pour les ménages pauvres. Pour les 10 % les plus pauvres, le prix du panier a augmenté d'un peu moins de 14 %, mais cette hausse représente 13 % de leurs ressources. Pour les 10 % les plus riches, la hausse est estimée à 16 %, mais elle correspond à moins de 5 % de leurs ressources. Pour mémoire, au niveau macroéconomique, de 2017 à 2022, les prix à la consommation ont augmenté de 10 % et le revenu disponible brut des ménages par unité de consommation aurait progressé en euros courants de 15 %.

Enfin, on observe que la hausse du prix du panier est de plus en plus forte à mesure que l'on s'éloigne du centre-ville et donc que le poids des énergies fossiles dans le budget des ménages augmente. Les écarts tendent néanmoins à s'estomper lorsqu'on rapporte la hausse du coût du panier au revenu des ménages. *In fine*, c'est pour les classes moyennes, les ménages ruraux, les propriétaires et les personnes âgées que les dépenses de logement, de transport et d'alimentation augmentent le plus. Mais quand on rapporte cette hausse au revenu des ménages (à son niveau de 2017), c'est pour les ménages pauvres que l'incidence est la plus forte.

#### Inflation du panier alimentation, logement et transport entre 2017 et 2022 en fonction de la localisation des ménages



Lecture : entre 2017 et 2022, le coût du panier alimentation, logement et transport a augmenté de presque 14 % pour les ménages qui vivent au centre des zones d'emploi et de presque 18 % pour ceux qui vivent en périphérie (plus de 30 km) de ces zones. Ces augmentations représentant respectivement 6 % et 8 % du revenu de ces ménages (revenu observé en 2017).

Champ : France métropolitaine, ensemble des ménages.

Sources : Insee, indices des prix à la consommation ; enquête Budget de famille 2017

1. Cusset P.-Y. et Trannoy A. (2023), « Restes à dépenser et territoires », La Note d'analyse, n° 118, février. La présente note s'accompagne d'une dataviz qui permet de visualiser les évolutions pour chaque poste de dépense, selon les caractéristiques des ménages et selon leur localisation.

Pierre-Yves Cusset

Département Société  
et Politiques sociales

ivo

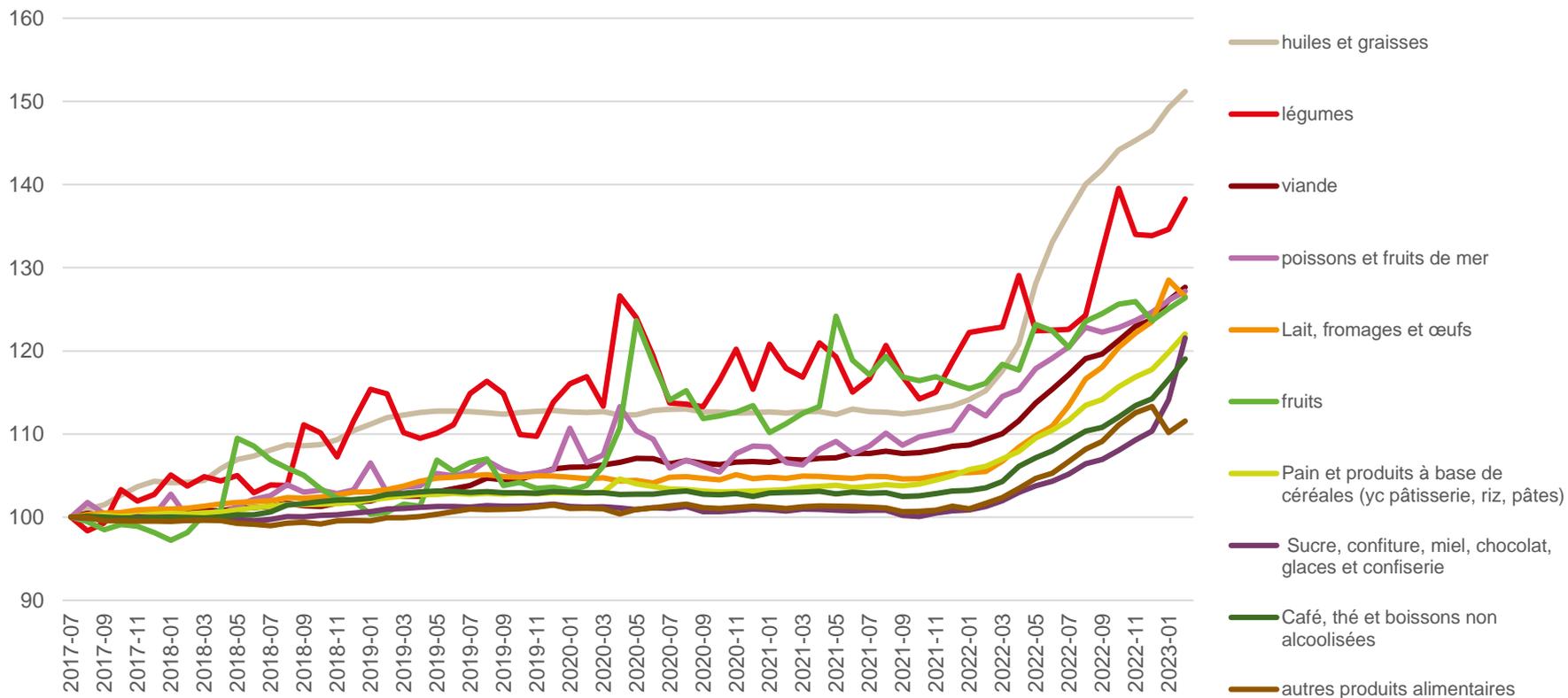
Alain Trannoy

Conseiller scientifique

La Note d'analyse est publiée sous la responsabilité éditoriale du commissaire général de France Stratégie. Les opinions exprimées engagent leurs auteurs et n'ont pas vocation à refléter la position du gouvernement.

[www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)

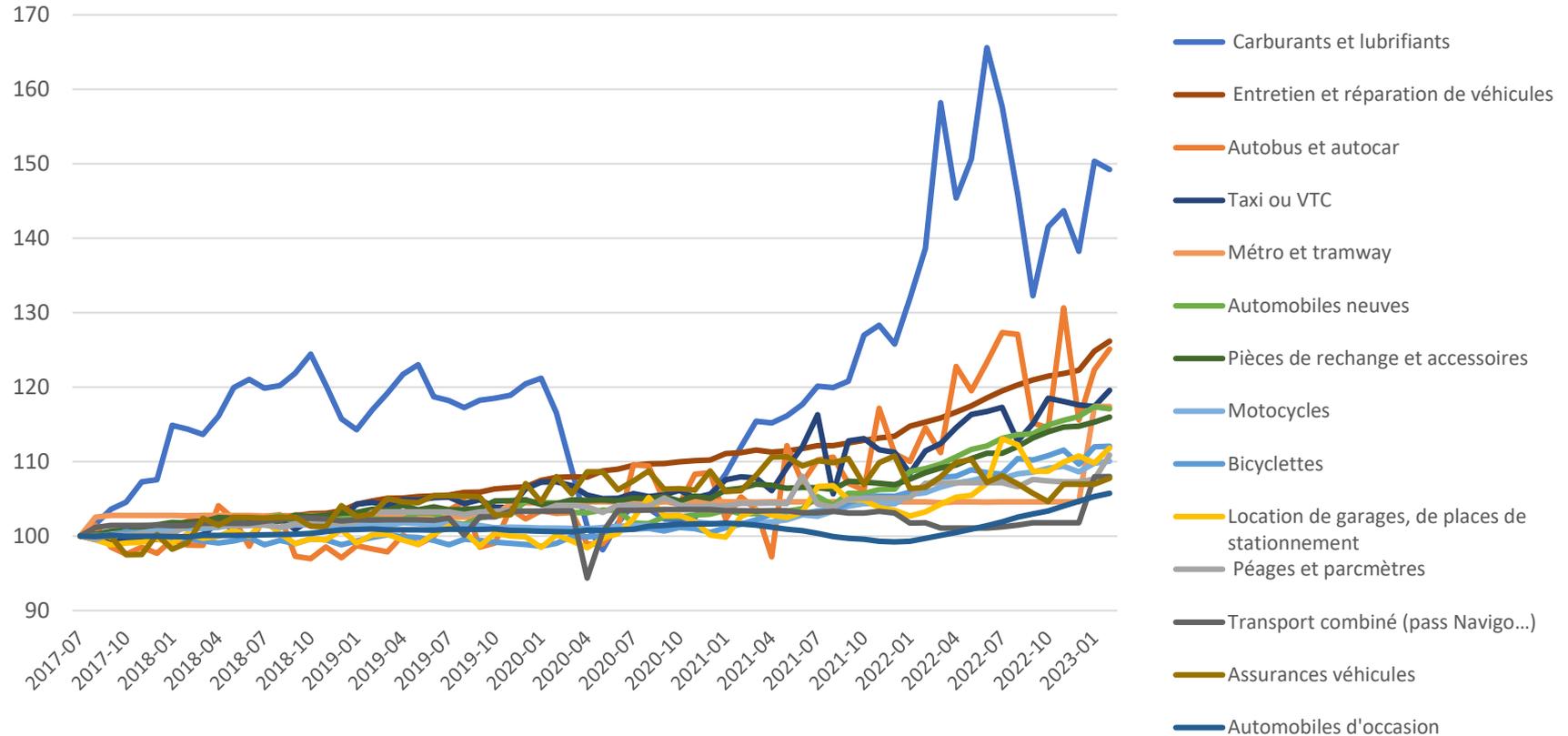
# Alimentation



Source : Insee



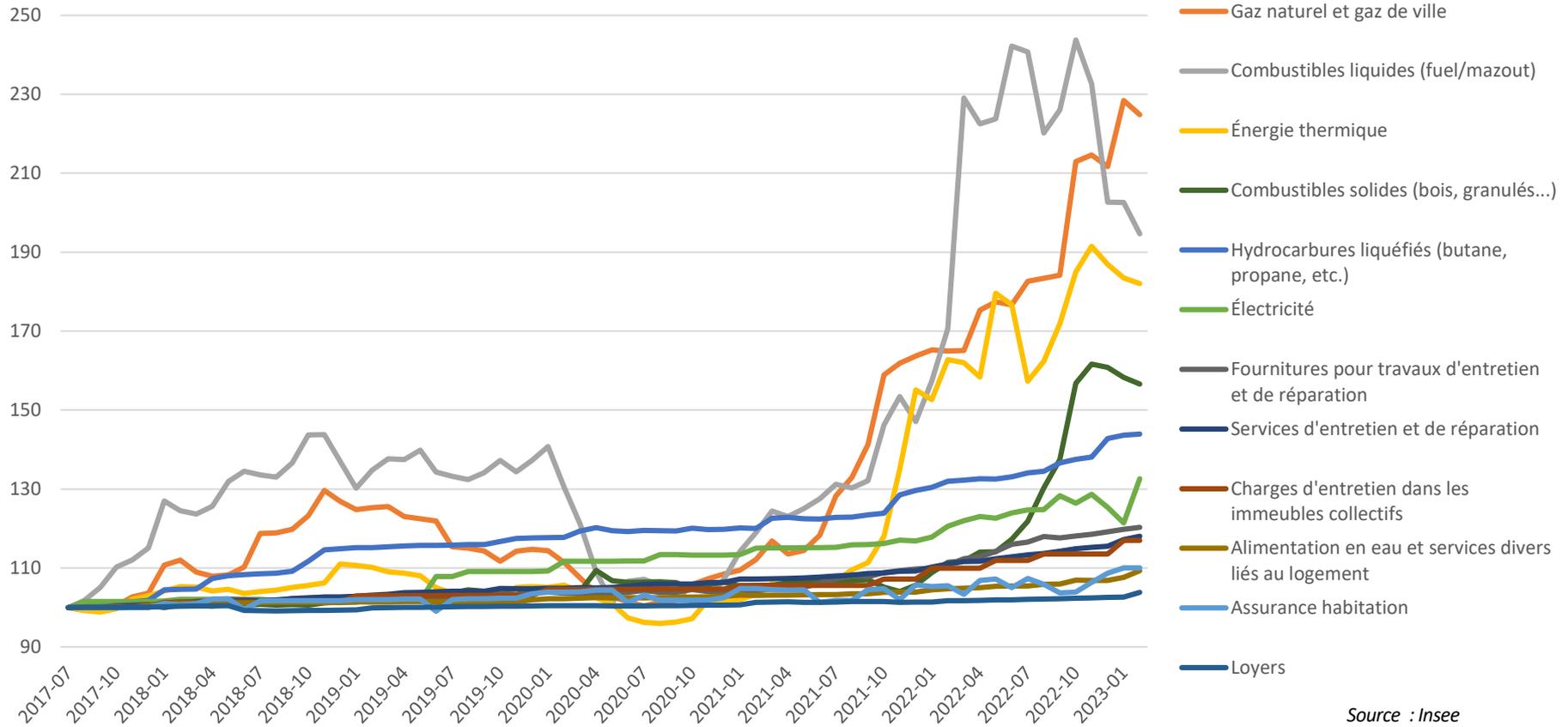
# Transport



Source : Insee



# Logement



Source : Insee



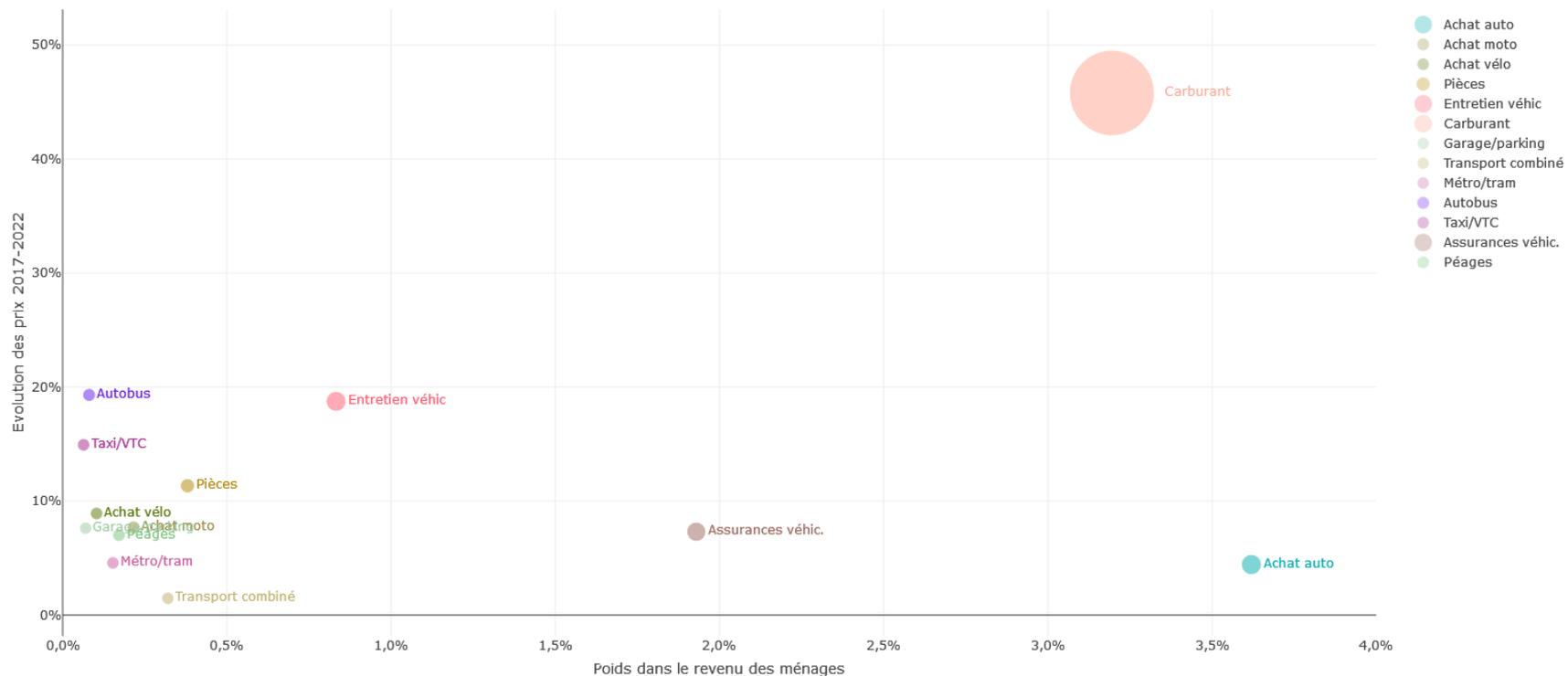
# Poids budgétaire et inflation 2017-2022 : alimentation



Sources : Indices des prix à la consommation et Enquête Budget de famille 2017 (Insee)



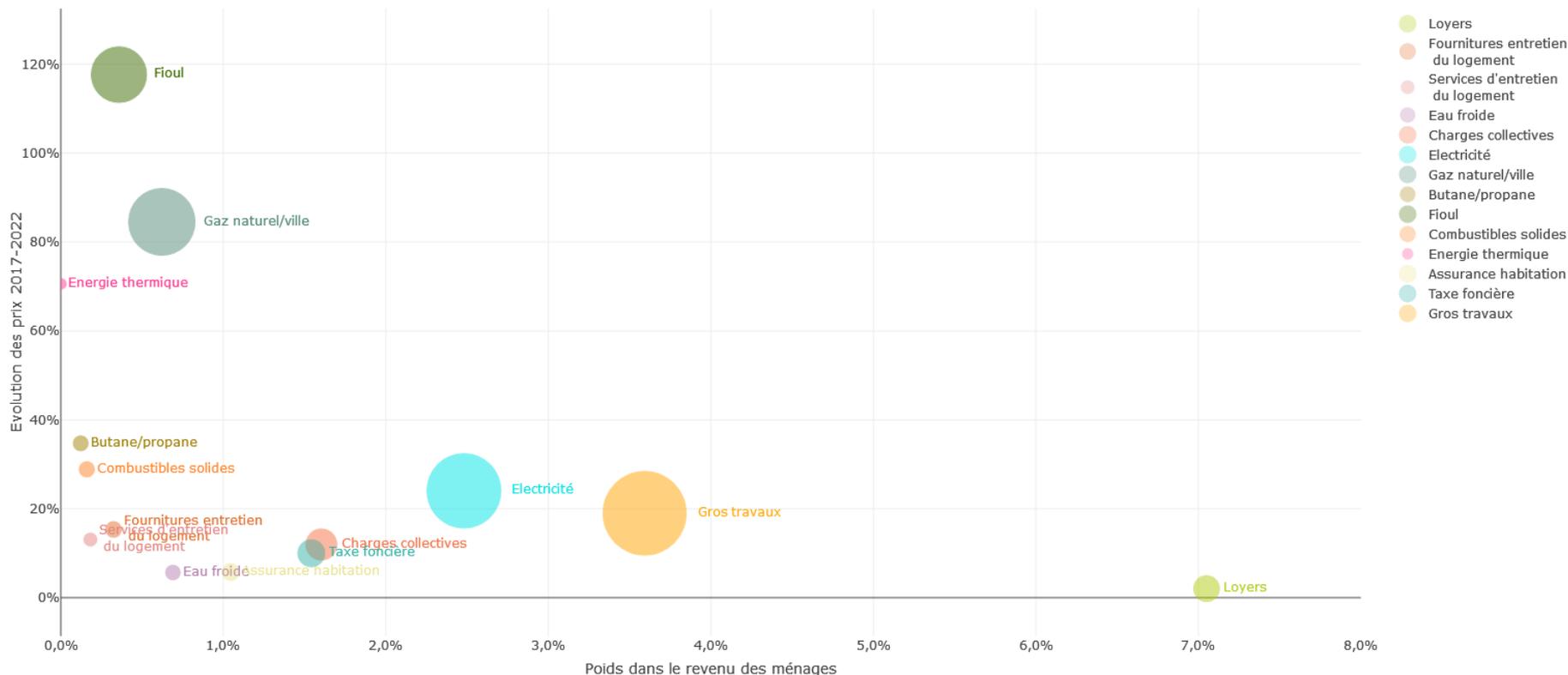
# Poids budgétaire et inflation 2017-2022 : transport



Sources : Indices des prix à la consommation et Enquête Budget de famille 2017 (Insee)



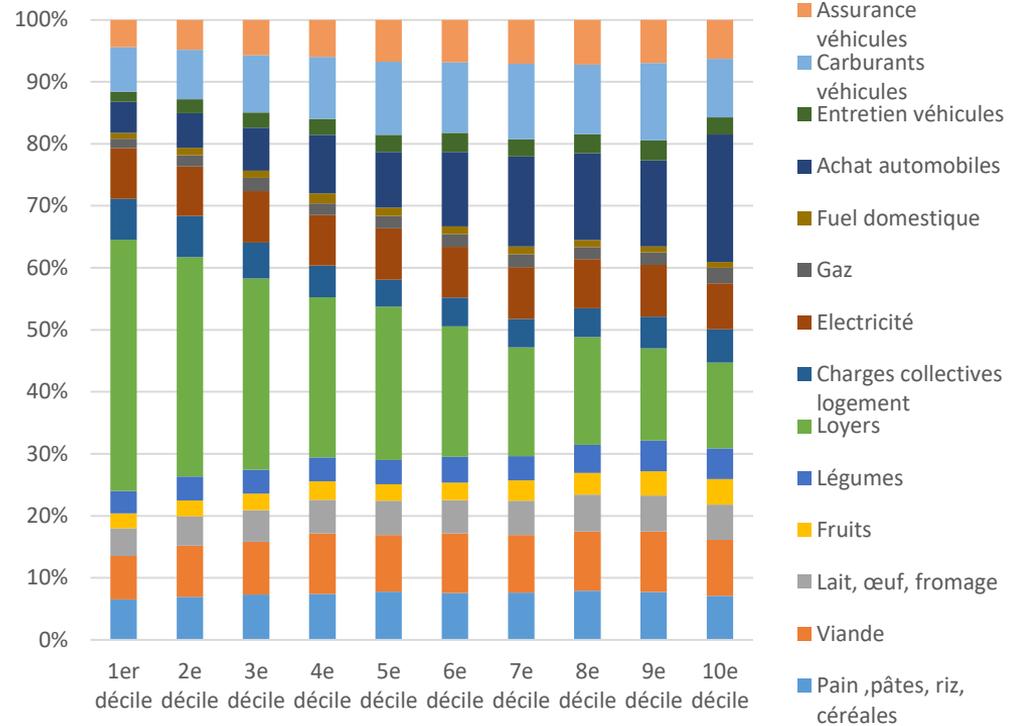
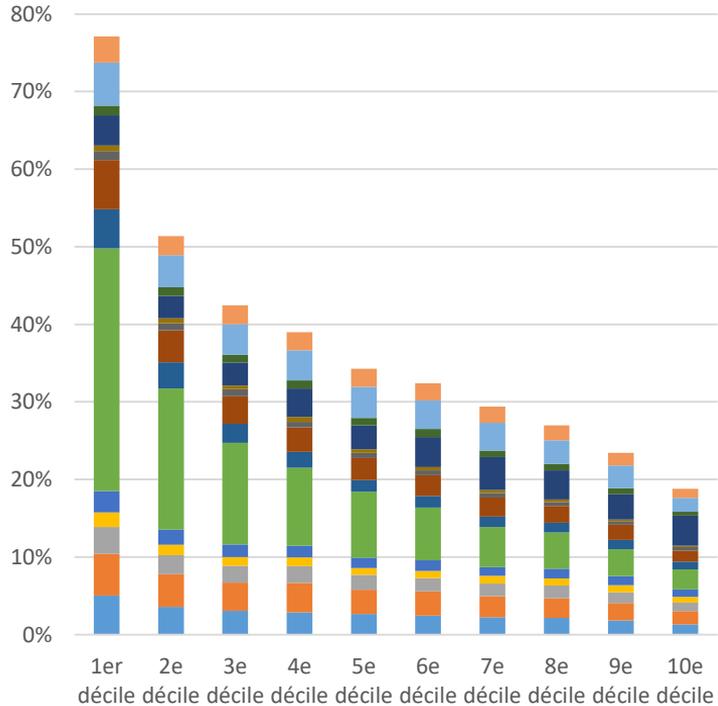
# Poids budgétaire et inflation 2017-2022 : logement



Sources : Indices des prix à la consommation et Enquête Budget de famille 2017 (Insee)



# Poids dans le revenu disponible des principales dépenses d'alimentation, de logement et de transport en fonction du niveau de vie et structure du panier

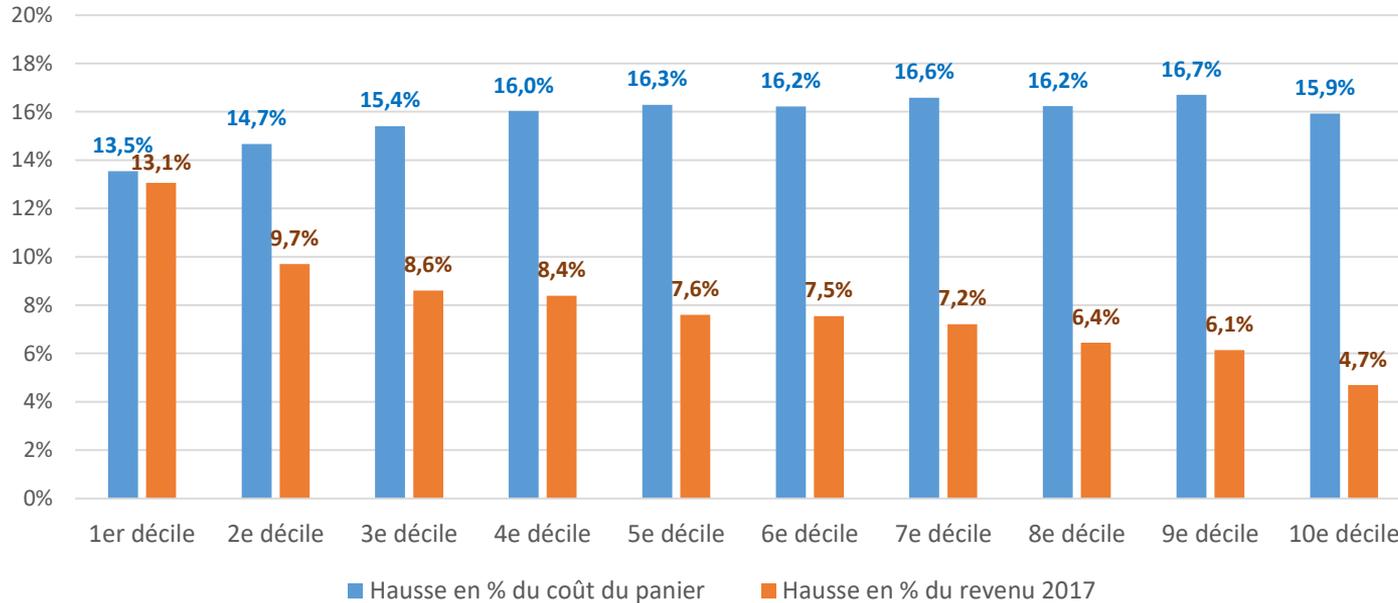


Source : Enquête Budget de famille 2017 (Insee)



# Inflation 2017-2022 du panier {alimentation + transport + logement}

En fonction du décile de niveau de vie

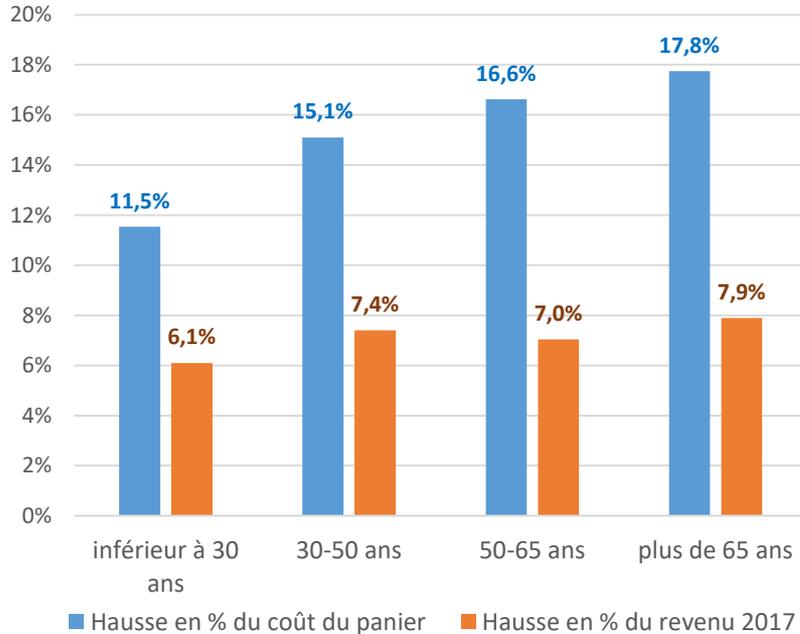


Source : France Stratégie à partir des Indices des prix à la consommation et de l'enquête Budget de famille 2017 (Insee)

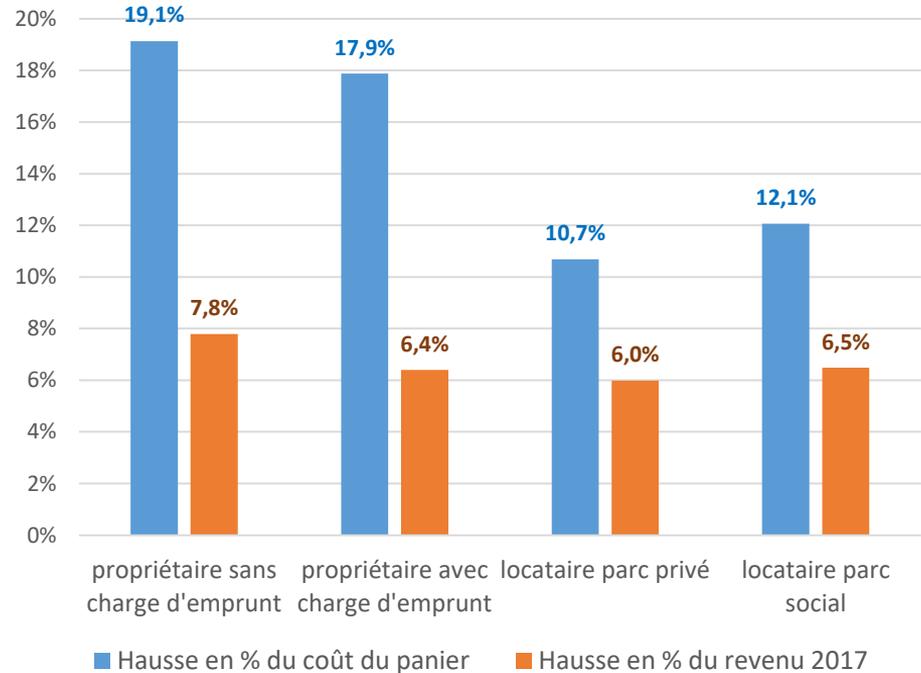


# Inflation 2017-2022 du panier {alimentation + transport + logement}

## En fonction de l'âge de la personne de référence



## En fonction du statut d'occupation du logement

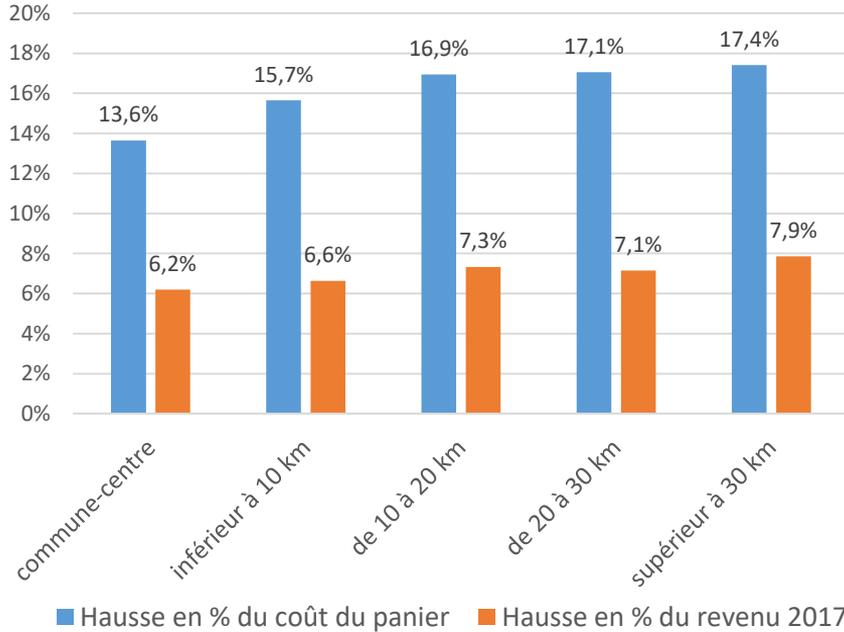


Source : France Stratégie à partir des Indices des prix à la consommation et de l'enquête Budget de famille 2017 (Insee)

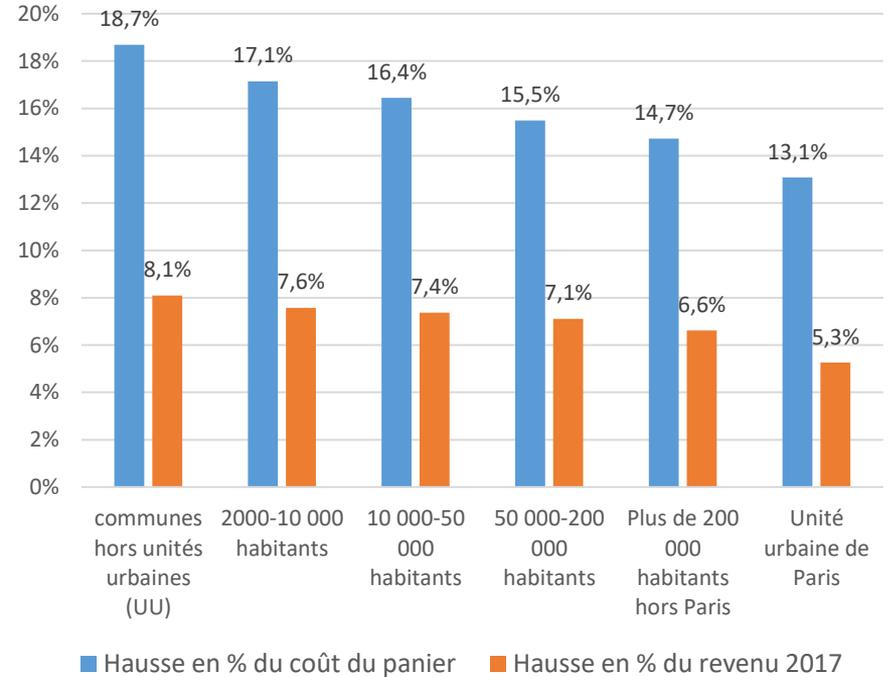


# Inflation 2017-2022 du panier {alimentation + transport + logement}

En fonction de la distance au centre de la zone d'emploi



En fonction de la taille de l'unité urbaine

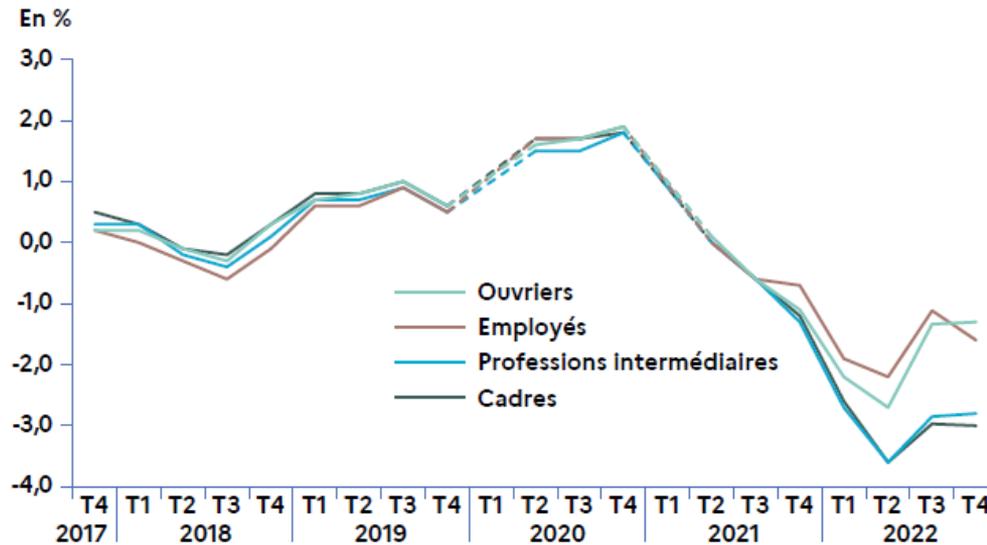


Source : France Stratégie à partir des Indices des prix à la consommation et de l'enquête Budget de famille 2017 (Insee)



# Evolution des salaires mensuels de base réels depuis 2017 (glissement annuel)

Par catégorie socioprofessionnelle



En 2022, le salaire mensuel de base des ouvriers a augmenté de 4,7% en termes nominaux, mais a baissé de 1,3% en euros constants (6% d'inflation)

Pour les cadres, sur la même période, hausse de 3% en termes nominaux mais baisse de 3% en termes réels

Sources : Dares, Insee.



## Trois messages principaux

- Pour un ménage donné (revenu, âge, configuration familiale, etc.), le niveau de la dépense cumulée d'alimentation, de transport et de logement ne dépend pas de là où il vit, sauf à Paris où il est nettement plus élevé.
- Les ménages qui ont les restes à dépenser les plus faibles se situent au centre des zones d'emploi ou au contraire dans les communes qui en sont les plus éloignés. Si leur reste à dépenser est plus faible, c'est parce que leurs ressources sont plus faibles
- Entre 2017 et 2022, le coût du panier {logement + transport + alimentation} augmente le plus pour les classes moyennes, les ménages ruraux, les propriétaires et les personnes âgées. Mais quand on rapporte cette hausse au revenu des ménages, c'est pour les ménages pauvres que l'incidence est la plus forte.
- [https://francestrategie.shinyapps.io/Export\\_Inflation\\_shiny/](https://francestrategie.shinyapps.io/Export_Inflation_shiny/)



# ANNEXES

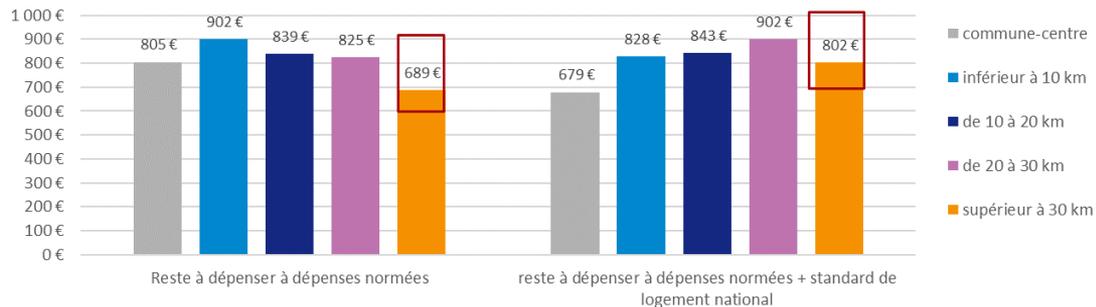


## C) Evaluons enfin le sacrifice consenti en matière de conditions de logement par les ménages qui vivent dans des localités où le logement est cher

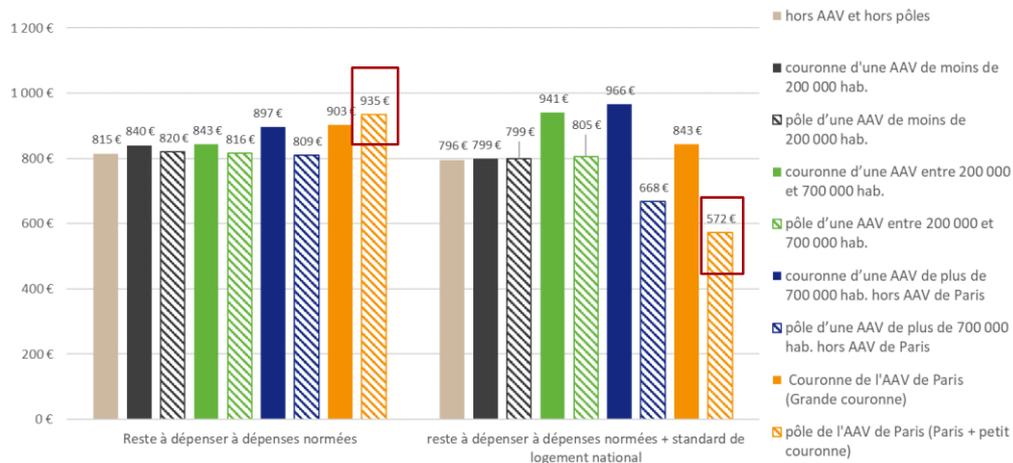
- Dans les endroits chers, non seulement on dépense plus pour se loger, mais on a des logements plus petits.
- Et si les ménages résidant dans des communes où le logement est cher souhaitaient se loger comme dans communes où le coût du logement est juste moyen ?
- Et si les ménages résidant dans des communes où le logement est très bon marché acceptaient de se loger comme dans communes où le coût du logement est juste moyen ?



Reste à dépenser mensuel moyen par unité de consommation en fonction de la distance au centre de la zone d'emploi



Reste à dépenser mensuel moyen par unité de consommation en fonction de la catégorie de commune



Une amélioration de la situation pour les ménages éloignés des centres des zones d'emploi (ils bénéficient de meilleures conditions de logement)

Un sacrifice considérable pour les ménages de la région parisienne : ils payent chers leurs logements malgré des conditions de logement moins favorables

Source : France Stratégie à partir de données Budget de famille 2017

